

M. CHRISTIAN BATAILLE

LA GESTION DES DÉCHETS NUCLÉAIRES À HAUTE ACTIVITÉ *LES RESPONSABLES POLITIQUES FACE AUX RISQUES DES RAYONNEMENTS IONISANTS*

L'étude des effets des rayonnements ionisants sur les êtres vivants a commencé il y a près d'un siècle et les premières normes internationales en ce domaine ont été édictées il y a plus de 60 ans.

Il ne s'agit donc pas d'un problème nouveau. Malgré tout, les responsables politiques qui sont en permanence en contact avec la population constatent régulièrement que la perception de ces risques par le public repose toujours en grande partie sur des éléments irrationnels.

Alors que le monde moderne vit de plus en plus au milieu des rayonnements ionisants, de la production d'énergie nucléaire, de la médecine ou de l'industrie, il apparaît toujours aussi difficile de communiquer sur ces sujets.

Or, les responsables politiques ont de plus en plus souvent à prendre des décisions, ou parfois à supporter les conséquences de décisions, que le public considère, à tort ou à raison, comme susceptibles d'entraîner des risques liés aux rayonnements ionisants.

Il faut d'ailleurs remarquer que cette situation n'est pas propre au nucléaire. Sur de nombreux points, nos sociétés contemporaines pourtant largement imprégnées par la science et la technique apparaissent à beaucoup de nos concitoyens comme moins sûres que les sociétés traditionnelles où les risques objectifs étaient pourtant plus nombreux et plus graves.

L'évolution des sciences et des techniques n'a pas comme on l'espérait encore dans les premières années de ce siècle, rendu le monde plus intelligible et moins inquiétant à la majorité des hommes.

Il existe même dans nos sociétés une étrange dissymétrie entre les dangers réels et la perception des risques pour la population.

Ce qui inquiète nos concitoyens, ce ne sont pas les accidents de voiture ou les maladies liées à l'alcoolisme ou au tabagisme qui font cependant des dizaines de milliers de morts chaque année, mais plutôt des menaces imprécises et mal identifiées liées à des techniques dont ils ne comprennent pas bien les tenants et les aboutissants.

Il y a des discours que la société est prête à entendre et d'autres pas.

Si nous nions - lors de la prise de décisions politiques - tous les aspects irrationnels qui déclenchent ces peurs et ces rejets, les réactions de nos mandants nous obligent alors souvent à réviser brutalement nos positions antérieures.

Il faut bien admettre que, dans l'ensemble, de ces peurs et de ces rejets les risques liés à la radioactivité tiennent une place à part quels que soient les efforts que déploient les autorités pour tenter de banaliser le nucléaire.

Dans un pays qui, comme la France, a relativement bien accepté le développement d'un programme nucléaire ambitieux, il est assez curieux de constater que tout ce qui concerne les rayonnements ionisants continue à susciter une inquiétude tout à fait particulière bien souvent totalement irréductible aux arguments et aux démonstrations des spécialistes et des experts.

Cela tient peut-être aux caractères spécifiques des rayonnements ionisants impossibles à voir et même à détecter avec des moyens ordinaires.

L'utilisation militaire de l'atome n'est certainement pas non plus étrangère à cette défiance envers des techniques qui peuvent aussi servir à des destructions massives.

Nous avons été, en France, confrontés il y a quelques mois à une réaction de rejet de la population qui a d'autant plus surpris qu'elle n'était pas conforme à l'attitude que nos concitoyens avaient en général adoptée jusque là, face au nucléaire.

Alors que le programme nucléaire français s'était développé pratiquement sans opposition, les tentatives d'implantation des laboratoires souterrains destinés à étudier le comportement des déchets nucléaires à haute activité en couches géologiques profondes ont été violemment contestés par une importante partie de la population.

Malgré de notables efforts de communication, ni les experts scientifiques, ni les dirigeants des organismes chargés de la gestion des déchets nucléaires n'ont réussi à convaincre les populations concernées du peu de dangers objectifs que présenterait l'enfouissement des déchets nucléaires et le gouvernement a dû se résoudre à suspendre les travaux de recherche.

Les responsables politiques français se sont donc retrouvés tout à coup confrontés, sans y être véritablement préparés, aux problèmes posés par la perception des risques des rayonnements par le public.

Or, ces problèmes posent un véritable dilemme à ceux qui sont en charge de la conduite des affaires de l'Etat :

- faut-il tenir compte des craintes, même irrationnelles de la population ?
- ou faut-il au contraire privilégier la poursuite du développement de l'industrie nucléaire ?

Même si elles ne sont pas toujours scientifiquement justifiées, les craintes de la population face aux risques des rayonnements sont un fait qui s'imposera de plus en plus aux responsables politiques d'autant que les experts sont pour le moment incapables de fournir une explication simple et rassurante sur les effets stochastiques des faibles doses de radioactivité.

Quelle serait en effet la responsabilité des gouvernants s'il s'avérait un jour que les faibles doses de rayonnement qu'ils ont autorisé avaient des effets pathogènes irréversibles ?

Mais d'un côté, il faut bien, à partir du moment où l'on accepte le recours à l'énergie nucléaire, tolérer certains rejets radioactifs dans l'environnement.

Les responsables politiques doivent donc en permanence arbitrer entre ces deux contraintes tout en s'efforçant d'améliorer l'information du public.

Placé dans une situation de blocage pour lesquels les mécanismes habituels de négociations se révélaient inopérants, le Gouvernement a alors exprimé le souhait que l'Office parlementaire d'évaluation, organisme qui dépend uniquement du Parlement, procède à une étude et recherche les solutions susceptibles de permettre la reprise du dialogue avec les populations concernées.

Au cours de cette enquête qui a duré sept mois, toutes les opinions ont été entendues sans exclusive et sans limitation.

Il ne s'agissait pas pour le rapporteur de l'Office de tenter de refaire les multiples travaux scientifiques existants mais plutôt d'essayer de comprendre pourquoi la peur de la radioactivité pouvait conduire au rejet d'un projet présenté comme sûr par pratiquement tous les experts.

Il est très rapidement apparu qu'une des causes de cette attitude négative tenait à l'ignorance dans laquelle on avait tenu nos concitoyens vis-à-vis des problèmes de radioprotection.

Je connais bien les efforts que des organismes comme l'Association Internationale de radioprotection ou comme la Société française de radioprotection font depuis plusieurs décennies pour informer le public sur les notions de base de la protection contre les rayonnements ionisants mais les contacts que j'ai pu avoir sur le terrain m'ont démontré que l'information en général ne passait pas.

Selon moi, cet échec ne doit pas être imputé aux spécialistes, qui un peu partout dans le monde font correctement leur travail, mais aux responsables politiques qui n'ont pas pris les dispositions nécessaires pour que l'information sur la radioactivité puisse effectivement atteindre le grand public et être acceptée par lui.

Pour qu'une information passe dans une population, il faut en effet que celle-ci soit apte à la recevoir et qu'elle ait confiance dans ceux qui la délivrent.

Comme le notait l'Académie des sciences française : "De tous les agents potentiellement toxiques de notre environnement, les rayonnements ionisants sont sans doute ceux dont les effets sont les mieux connus et qui font l'objet du plus grand nombre de travaux expérimentaux et d'enquêtes épidémiologiques".

Cela est parfaitement exact mais il n'en demeure pas moins que la perception des risques éventuels pour la population ne correspond pas aux messages que les autorités et les experts souhaitaient faire passer.

La première raison tient certainement à l'insuffisance de la formation initiale des individus sur tout ce qui concerne la radioactivité. Alors que nous vivons et que nous vivrons dans un monde de plus en plus nucléarisé, la majorité

d'entre nous ignore jusqu'aux bases mêmes de la radioactivité, d'où une exclusion de fait des débats et un rejet en bloc des arguments des experts.

Un sondage effectué en France il y a quelques années a d'ailleurs montré que l'inquiétude vis-à-vis du nucléaire diminuait à mesure que l'on se rapprochait d'une installation nucléaire, certainement parce que les habitants sont alors mieux informés de la réalité des risques.

La deuxième raison qui est peut-être en grande partie spécifique à la France c'est que toutes les questions qui concernent les risques des rayonnements ionisants n'ont pas été traitées avec suffisamment de transparence et de démocratie.

Les questions ont longtemps été considérées comme un problème purement technique qui devait donc être traité entre spécialistes dans la discrétion, voire la dissimulation.

Les faits ont montré que c'était une erreur et qu'elles étaient devenues en peu de temps un problème de société.

Très fréquemment désormais, en France et dans les autres pays économiquement développés, des choix que l'on considérait d'ordre technique donnent tout à coup naissance à des controverses d'ampleur nationale.

Les administrations en charge du dossier constatent souvent avec retard que certains problèmes ne peuvent être résolus par la seule approche technique et qu'il faut solliciter le niveau institutionnel et politique pour prendre position, ou au besoin pour arbitrer.

Dans les démocraties modernes, certaines dispositions contraignantes ne peuvent être imposées, s'il n'existe pas de consensus, qu'après un large débat où tous les intérêts, toutes les opinions ont pu se faire entendre.

Cela ne veut pas dire que les scientifiques et les techniciens, tous ceux qui savent doivent être écartés du débat mais simplement que d'autres arguments que les leurs doivent aussi se faire entendre.

Le débat entre hommes de science ne peut prendre en compte que des analyses rationnelles construites à partir de faits prouvés. En sont donc exclus les risques hypothétiques ou non démontrables, les peurs irrationnelles, et même l'éthique et la morale.

Le monde change, le citoyen ne reste plus passif devant les choix faits par d'autres qu'on voudrait lui imposer. S'il est mal informé des enjeux véritables, il se réfugie dans une opposition aveugle et souvent violente.

Parmi les problèmes de civilisation qui vont se poser de façon cruciale dans les années qui viennent, le nucléaire tiendra certainement la première place.

Le mystère qui entoure encore cette forme d'énergie mais aussi le goût du secret qui a été cultivé pendant trop longtemps par ses responsables font qu'aujourd'hui la France, après la plupart des autres pays développés, risque de se trouver dans une impasse.

Il n'y aura pas de poursuite du programme nucléaire sans une très large acceptation de la population.

En conclusion, je reprendrai les observations que j'ai présentées au Parlement français dans mon rapport sur les déchets nucléaires à haute activité.

Responsabilité, transparence et démocratie sont les mots qui doivent désormais guider notre démarche pour tout ce qui concerne la radioactivité et en particulier dans le domaine de la radioprotection.

RESPONSABILITÉ : car les responsables politiques doivent réellement s'impliquer dans ces questions qu'ils avaient par trop tendance à abandonner aux spécialistes. Ces derniers bien entendu doivent pouvoir continuer à déterminer librement les critères scientifiques de la protection des populations et de l'environnement mais c'est aux hommes politiques de fixer les règles qui sépareront clairement ce qui est interdit de ce qui peut être toléré.

Une politique de radioprotection doit s'appuyer sur des données techniquement et scientifiquement fiables et rigoureuses mais elle doit aussi s'attacher à ne mettre en oeuvre que des solutions socialement et politiquement acceptées.

TRANSPARENCE : les années 90 doivent marquer la fin de la culture du secret en matière nucléaire, les origines militaires de cette industrie expliquent peut-être cette persistance agaçante d'une culture du secret qui ne se justifie plus quand la quasi totalité des habitants du pays développé bénéficie déjà de l'énergie nucléaire. Nous avons besoin désormais d'une approche transparente.

DÉMOCRATIE : car jusqu'alors une méthode autoritaire et administrative a souvent prévalu. Elle a pu correspondre au début du développement de l'énergie nucléaire. Sans remettre en doute la capacité des chercheurs et techniciens, elle a comporté le risque de céder à un vertige technologique et scientiste. Aujourd'hui les choses sont différentes, le public exige des informations et demande à contribuer aux décisions. **IL FAUT DONC DESORMAIS EMPRUNTER UN CHEMIN DIFFÉRENT** faisant appel aux ressources de la démocratie et de l'information. A cette forme sophistiquée de production d'énergie qu'est le nucléaire doit correspondre un processus ouvert de décision.

L'avenir de l'énergie nucléaire dépend de notre capacité à développer la Démocratie.